

sur le terrain, il nous serait beaucoup plus difficile d'identifier, de superviser et de suivre les projets qui aident vraiment et soutiennent de façon visible les victimes de l'apartheid. Des centaines de petits projets locaux disparaîtraient.

Étant donné que les opposants sud-africains de l'apartheid voient leurs déplacements de plus en plus restreints, cela signifie que nous ne pouvons garder le contact avec eux que par l'entremise de notre ambassade. Ils ne peuvent venir à nous; nous devons aller vers eux. Et cette possibilité ne nous sera donnée que si nous sommes sur place.

En outre, dans la conjoncture actuelle, si nous étions absents de Pretoria, il nous serait plus difficile de mettre en oeuvre un programme d'aide en Namibie et de promouvoir les intérêts du Canada et du Commonwealth en Afrique du Sud, et nous ne pourrions manifester en Afrique du Sud même notre solidarité avec les dirigeants des mouvements anti-apartheid.

Ce ne sont là que quelques-unes des très nombreuses considérations dont il faut tenir compte dans toute discussion sérieuse sur l'avenir de notre ambassade.

Il est évidemment fort légitime de se demander, comme l'a fait le député de la circonscription de Windsor-Walkerville hier, quand il serait indiqué pour le Canada de se retirer. Je n'ai pas la réponse à cette question. Je doute que quiconque ait la réponse aujourd'hui. Mais, tout bien considéré, le gouvernement estime que le moment n'est pas indiqué pour le Canada de se retirer, ou encore de couper ses ponts.

La question des relations économiques est moins tranchée. Le gouvernement d'Afrique du Sud accorde une grande importance à ses liens économiques avec le reste du monde, tout comme il est très sensible au fait qu'il est de plus en plus isolé du reste de la communauté internationale. Les sanctions économiques ont sans aucun doute un impact économique et psychologique. Et cet impact est d'autant plus grand lorsque les sanctions jouissent d'un vaste appui. Comme je l'ai indiqué à la Chambre le 5 février, le Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth réunit à l'heure actuelle des données et prépare des recommandations qui pourraient résulter en une application plus générale, plus rigoureuse et plus intense des sanctions. Cette tâche est d'autant plus urgente aujourd'hui, et j'ai pris contact avec mes collègues du Commonwealth pour voir comment il serait possible d'accélérer ce programme.